

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 717 / juillet 2022

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{ER} TRIMESTRE 2022 : UN REDRESSEMENT SUR FOND DE TENSIONS INFLATIONNISTES

Le redressement de la croissance en 2021 se confirme au premier trimestre 2022 malgré la vague de contaminations de mars (variant Omicron) et un climat social incertain. Selon l'enquête de conjoncture, le recours au chômage partiel devient marginal (3,1 % des entreprises enquêtées), actant la poursuite de la normalisation de l'activité en Martinique. L'activité et l'emploi, tout comme la trésorerie et les perspectives d'investissement sont mieux orientés laissant espérer le développement d'une dynamique favorable ces prochains mois. Néanmoins, les tensions sur les prix (en lien avec la reprise post-covid et plus récemment avec le début du conflit russo-ukrainien) se diffusent peu à peu, et constituent un facteur de vigilance pour les mois à venir aussi bien pour les entreprises que pour les ménages. Les chefs d'entreprises anticipent un impact modéré à fort des conséquences du conflit sur leur activité pour le trimestre à venir.

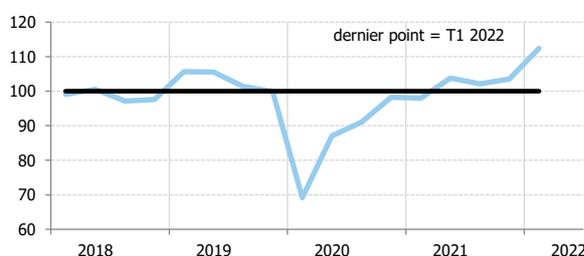
La conjoncture économique à la Martinique

Le climat conjoncturel au plus haut depuis 15 ans

Au premier trimestre 2022, l'indicateur du climat des affaires (ICA) atteint 112,4 points (+8,9 points), soit son plus haut niveau depuis 2007.

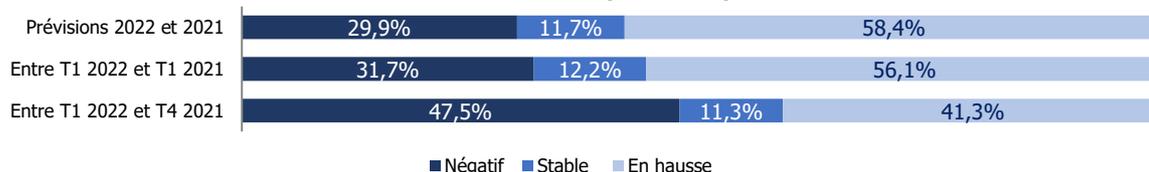
Cette amélioration du climat conjoncturel repose en particulier sur l'opinion des entrepreneurs interrogés concernant le niveau de l'activité anticipée au second trimestre, et sur le redressement des soldes de gestions (trésorerie et délais de paiement) au cours du premier trimestre. Néanmoins, elle tient également à la hausse du solde d'opinions sur leurs prix de vente. Celle-ci reflète une plus large diffusion de la hausse des prix de la production des entreprises en réponse à la hausse des prix des intrants.

Indicateur du climat des affaires
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Évolutions du chiffre d'affaires au T1 2022 et prévisions pour l'ensemble de l'année

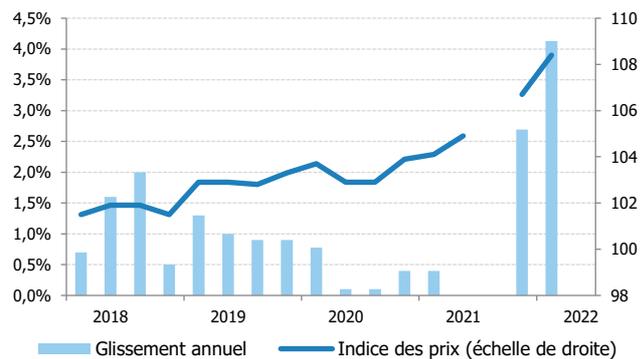


Une grande majorité d'entreprises (68,3 %) déclare un chiffre d'affaires stable ou en hausse au 1^{er} trimestre 2022 par rapport au 1^{er} trimestre 2021 (contre 65,1 % au 4^{ème} trimestre 2021 par rapport au 4^{ème} trimestre 2020). Malgré le début du conflit russo-ukrainien, les entrepreneurs interrogés restent par ailleurs optimistes dans l'ensemble concernant leurs perspectives annuelles, puisqu'ils sont 58,4 % à anticiper une hausse de leur chiffre d'affaires en 2022 par rapport à 2021 (après 90,6 % au 4^{ème} trimestre 2021). Si le nombre d'entreprises qui déclarent mettre en place des mesures de trésorerie spécifiques diminue encore au 1^{er} trimestre 2022 (38,1 % contre 40,5 % au 4^{ème} trimestre 2021), 92,6 % des entreprises enquêtées déclarent que leur activité est impactée par le conflit russo-ukrainien, dont 25,5 % qui considèrent que cet impact est fort.

Forte augmentation des prix, tirée par l'énergie

L'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 1,6 % entre novembre 2021 et mars 2022 (pour rappel, l'indice de décembre 2021 n'a pas été publié par l'Insee). En glissement annuel, l'IPC augmente de +4,2 % (+4,8 % pour la France entière). Dans le détail, l'énergie est toujours le premier contributeur à la hausse des prix. Le prix du carburant augmente sur le 1^{er} trimestre 2022 de +8,5 % (+5,6 % pour le sans-plomb, +11,3 % pour le gazole). Par ailleurs, ces dernières augmentations ne prennent pas en compte les tensions inflationnistes induites par les conséquences du conflit russo-ukrainien : les prix du carburant du mois de mars ont été fixés en février, avant que le conflit n'éclate. La catégorie des services est le deuxième contributeur à la hausse générale des prix, notamment en raison de la nette hausse des prix des services de transport (conséquence de l'augmentation des prix de l'énergie). Cette dynamique pèse sur le pouvoir d'achat des ménages comme sur les coûts des entreprises. **Selon l'enquête de conjoncture, 96,5 % des entreprises interrogées déclarent subir une hausse de leurs prix** fournisseurs ce trimestre (après 88,2 % au 4^e trimestre). Pour 65,1 % d'entre elles, elle est supérieure à 25 %.

Indice des prix à la consommation
(Indice base 100 en 2015)



Source : Insee

Rattrapage du commerce extérieur

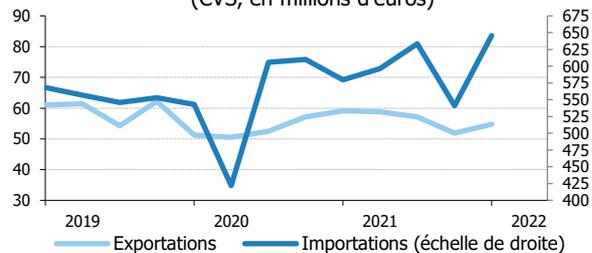
Après un 4^{ème} trimestre marqué par d'importants mouvements sociaux qui ont perturbé le débarquement et l'export des marchandises, les échanges extérieurs croissent nettement au 1^{er} trimestre 2022 (+19,3 % et +5,6 % respectivement pour les importations et les exportations hors produits pétroliers, CVS).

Les importations de produits agricoles et des industries agroalimentaires augmentent respectivement de +22,1 % et +11,5 % (CVS) par rapport au trimestre précédent, au-delà de leur niveau atteint un an plus tôt (respectivement +18,6 % et +15,1 %, CVS). Les importations de biens intermédiaires suivent une tendance similaire avec une hausse de 13,3 % (CVS) par rapport au 4^e trimestre 2021 et de +23,5 % (CVS) par rapport au 1^{er} trimestre 2021. Ces dynamiques rendent en partie compte du rattrapage des échanges de marchandises bloquées au trimestre précédent et du renchérissement des prix des marchandises.

En revanche, les exportations de produits agroalimentaires ne progressent que de +1,9 % (CVS) au premier trimestre, progression insuffisante pour rattraper la baisse de fin d'année (-14,8 % par rapport au 1^{er} trimestre 2021, CVS). Concernant les produits pétroliers, leur importation augmente nettement au 1^{er} trimestre (+48,4 %, CVS), comme leur exportation (+560,4 %, CVS), après des échanges particulièrement bas au 4^e trimestre et dans un contexte de hausse des prix.

Au final, les importations et exportations totales sont largement supérieures à ce qu'elles étaient un an plus tôt (respectivement +20,5 % et +32,9 %, CVS).

Échanges extérieurs de biens, hors produits pétroliers
(CVS, en millions d'euros)

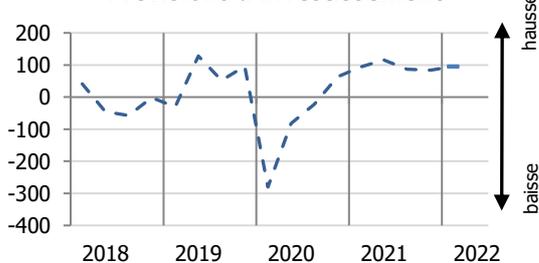


Source : Douanes

L'investissement garde le cap

Au 1^{er} trimestre, l'investissement semble bien orienté. Les importations de biens d'investissement augmentent de +19,6 % (CVS) par rapport au trimestre précédent et sont supérieurs de +2,6 % (CVS) à leur niveau du 1^{er} trimestre 2021. Le solde d'opinions des prévisions d'investissement des chefs d'entreprises interrogés dans l'enquête de conjoncture est en légère hausse. En revanche, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs baissent de 9,3 % (CVS) par rapport au 4^e trimestre, et de -10,4 % (CVS) par rapport au 1^{er} trimestre 2021. Les difficultés d'approvisionnement du secteur depuis la fin de l'année 2021 puis le déclenchement du conflit russo-ukrainien peuvent avoir affecté les nouvelles immatriculations au mois de mars.

Prévisions d'investissement



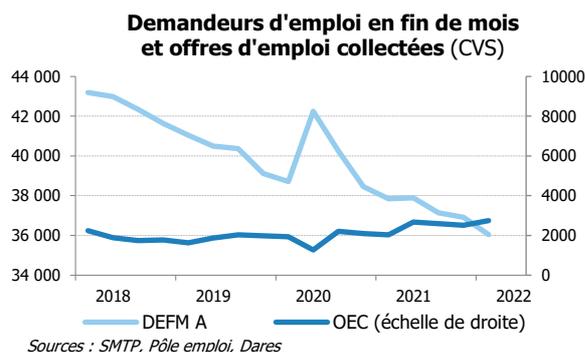
Source : IEDOM

Concernant la vulnérabilité des entreprises, la situation est stable. Les impayés sur effet baissent en nombre au 1^{er} trimestre (-30,2 %, à 88) et en montant (à 0,5 M€ contre 0,7 M€ au 4^e trimestre), et sont toujours nettement inférieurs à leur niveau de 2020. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire remonte très légèrement par rapport au trimestre précédent (+1,0 %) mais diminue sur un an (-6,8 %). 12,5 % des chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête craignent une défaillance de leur entreprise au cours des 12 prochains mois (contre 13,9 % en trimestre précédent).

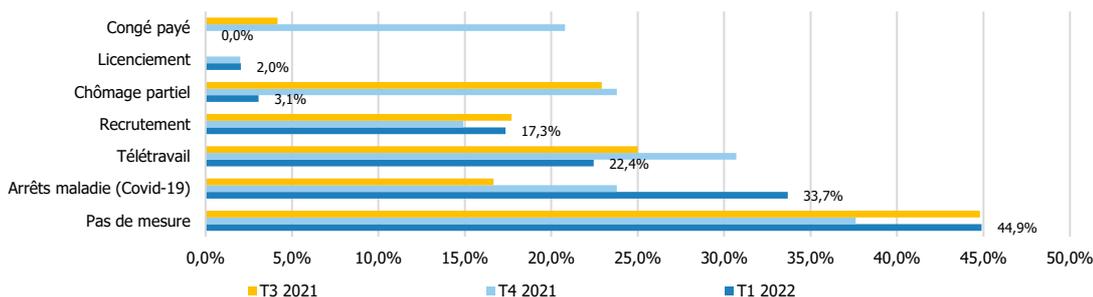
Amélioration des conditions sur le marché du travail

En début d'année 2022, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) diminue pour le quatrième trimestre consécutif et atteint 36 040 personnes (-2,4 % en variation trimestrielle, CVS), son niveau le plus bas depuis 2009. D'autre part, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie D (c'est-à-dire sans emploi, mais non tenus de rechercher un emploi pour cause de formation, de maladie ou d'indisponibilité immédiate) baisse encore (-6,1 %, CVS) et passe sous la barre des 3 000 personnes.

Selon les statistiques de l'Acoss, le nombre d'emplois du secteur privé (hors agricole) progresse de nouveau au 1^{er} trimestre (+889 emplois à fin mars). Ainsi, les effectifs du secteur privé (hors agricoles) comptent 2 982 emplois supplémentaires à fin mars 2022 par rapport à fin mars 2021.



Mesures mises en place pour l'emploi



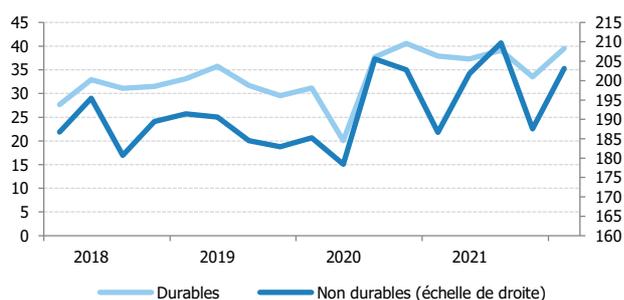
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Concernant les mesures mises en place pour l'emploi suite à la crise sanitaire, l'enquête de conjoncture indique que 44,9 % des entreprises répondantes n'ont pas recours à des mesures spécifiques en début d'année 2022. 22,4 % déclarent toujours avoir recours au télétravail tandis que la mise en place du chômage partiel est devenue marginale. En revanche, le nombre d'entreprises qui déclarent des arrêts maladie dus à la Covid-19 atteint 33,7 %, soit près de 10 points de plus qu'au trimestre précédent (23,8 %). En effet, le début d'année 2022 a été marqué par une circulation importante du variant Omicron sans pour autant entraîner de nouvelles mesures de freinage.

Progression de la consommation des ménages

Après une chute des importations de biens au 4^{ème} trimestre 2021, liée à la paralysie du port lors des mouvements sociaux, la consommation des ménages repart à la hausse. Les importations de biens de consommation durables augmentent de 18,0 % (CVS) par rapport au trimestre précédent, celles de biens de consommation non durables de 8,3 % (CVS). L'évolution des recettes de TVA, qui augmentent de +14,9 % (CVS) par rapport au trimestre précédent (+16,1 % en glissement annuel, CVS), ainsi que celles de l'octroi de mer, en progression de +19,5 % (CVS) par rapport au trimestre précédent (+17,6 en glissement annuel, CVS), reflète ce redressement. Par ailleurs, à fin mars, les montants cumulés de paiements par carte bancaire des ménages martiniquais sont en légère hausse de 2,9 % par rapport à leur niveau de 2021.

Importations de biens de consommation (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

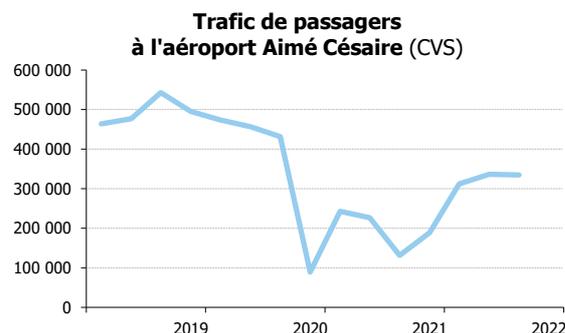
La situation est plus contrastée pour le secteur automobile : les immatriculations de véhicules particuliers sont stables en variation trimestrielle (+0,0 %, CVS), mais en recul en variation annuelle (-8,7 % par rapport au 1^{er} trimestre 2021, CVS). La hausse des prix des carburants puis le déclenchement du conflit russo-ukrainien ont pu affecter tant la demande que l'offre de véhicules particuliers (problèmes de stocks et d'approvisionnement).

Enfin, l'ensemble des indicateurs de vulnérabilité financière des ménages est en baisse. Le nombre d'incidents de paiement sur chèques se réduit de 3,6 %, les retraits de cartes bancaires de 1,8 %. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire recule de 1,9 %. Le nombre de dépôts de dossiers de surendettement baisse à nouveau (-1,7 %), mais demeure supérieur à son niveau du 1^{er} trimestre 2021 (+21,5 %).

Une amélioration de la conjoncture sectorielle

L'activité économique de la Martinique s'améliore pour une majorité de secteurs au 1^{er} trimestre 2022, notamment pour le secteur touristique. En effet, les déclarations des chefs d'entreprise suggèrent que le secteur de l'hôtellerie-restauration commence enfin à se relever de la crise sanitaire. Pour rappel, le 15 février 2022, le couvre-feu est passé de 20 heures à 22 heures.

Ainsi, pour les chefs d'entreprise du secteur du **tourisme**, le solde d'opinions concernant le niveau de l'activité progresse fortement pour le deuxième trimestre consécutif. Les soldes de gestion s'améliorent nettement et les effectifs déclarés sont en hausse. Par ailleurs, les mouvements de vol augmentent de +7,7 % (CVS) par rapport au trimestre précédent et le trafic de passagers se maintient à haut niveau (-0,5 %, CVS en variation trimestrielle mais + 155,6 % CVS sur un an). L'ensemble des entreprises répondantes déclarent un chiffre d'affaires en hausse par rapport au trimestre précédent et surtout par rapport au 1^{er} trimestre 2021. Elles sont 83,3 % à prévoir un chiffre d'affaires supérieur en 2022 à celui de 2021. Les entreprises du secteur ont toujours recours au chômage partiel, mais dans une bien moindre mesure par rapport au trimestre précédent : 25,0 % (contre 90,9 % au 4^e trimestre). En revanche, l'ensemble des entreprises déclare subir une hausse des prix au 1^{er} trimestre. Elles sont par ailleurs 63 % à craindre un impact fort ou modéré du conflit russo-ukrainien sur leur activité. Enfin, le secteur est particulièrement touché par la vague de contaminations du variant Omicron : 37,5 % des entreprises enquêtées déclarent avoir eu des arrêts maladie sur le trimestre en raison de la Covid-19.

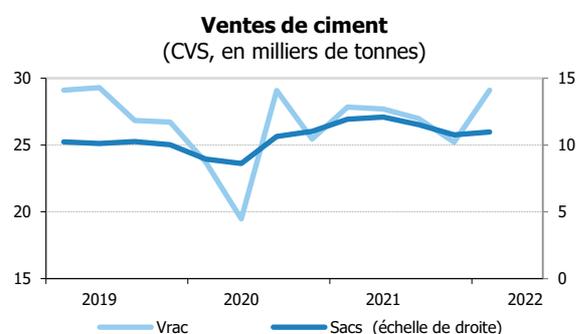


Source : CCIM

Selon les déclarations des professionnels du **secteur primaire et de l'industrie agroalimentaire**, l'activité reste légèrement dégradée, mais nettement moins qu'au 4^{ème} trimestre 2021. L'ensemble des répondants note une augmentation des prix de leurs intrants : pour 65 % d'entre eux, ils déclarent que l'ampleur de l'augmentation est égale ou supérieure à 15 %. Le solde d'opinions concernant la trésorerie se dégrade au 1^{er} trimestre 2022 après une année 2021 en amélioration. Les exportations de produits agroalimentaires augmentent en variation trimestrielle (+1,9 %, CVS), ainsi que celles des produits agricoles (+12,2 %, CVS, dont +8,3 % pour les exportations de bananes, CVS). Côté élevage, l'abattage total croît au 1^{er} trimestre (+7,3 %, CVS).

Les représentants du **secteur de l'industrie** (hors industrie agroalimentaire) déclarent une activité stable, tant pour le 1^{er} trimestre 2022 que pour le trimestre à venir. 60 % des chefs d'entreprises du secteur rapportent une amélioration de leur chiffre d'affaires au premier trimestre 2022 par rapport au 1^{er} trimestre 2021. 58,3 % d'entre eux anticipent un chiffre d'affaires en hausse pour l'année 2022. Néanmoins, les prévisions d'investissement sont toujours en baisse. L'ensemble des chefs d'entreprises déclarent une augmentation du prix de leurs intrants. Enfin, ils sont 78 % à déclarer une activité à venir impactée modérément à fortement par le conflit russo-ukrainien.

L'activité du secteur du **BTP** est en légère progression au 1^{er} trimestre 2022 comme au trimestre précédent, selon les déclarations des chefs d'entreprise du secteur. Les ventes de ciment sont orientées à la hausse : +15,4 % (CVS) pour la vente en vrac, +2,0 % (CVS) pour la vente en sac¹. Cependant, le solde d'opinions concernant les prévisions d'investissement se détériore nettement, dans un contexte d'incertitude lié à la crise russo-ukrainienne et ses conséquences. En effet, 46,2 % des répondants du secteur estiment que celle-ci aura un impact fort sur leur activité. 97,3 % des entreprises déclarent voir le prix de leurs intrants croître au cours du 1^{er} trimestre 2022, dont la moitié estiment que cette hausse est supérieure à 20 %. Les soldes de gestion (charges d'exploitation, trésorerie, délais de paiement) se détériorent.



Source : Ciments Antillais

Dans le secteur du **commerce**, les chefs d'entreprises sont une majorité à déclarer une activité en progression. Ils déclarent toujours des soldes de gestion (charges d'exploitation, délais de paiement, trésorerie) dégradés, mais dans une moindre mesure par rapport au trimestre dernier. Ils sont 66,7 % à déclarer un chiffre d'affaires stable ou en progression par rapport au 1^{er} trimestre 2021, et 75,0 % à anticiper un chiffre d'affaires stable ou en hausse pour l'année 2022. Enfin, 95,8 % des chefs d'entreprise du secteur subissent une augmentation de leurs prix fournisseurs en 2022 et 85 % d'entre eux qualifient l'impact du conflit russo-ukrainien de modéré à fort.

Les dirigeants du secteur des **services aux entreprises** sont moins nombreux à déclarer une amélioration de l'activité au 1^{er} trimestre. Le solde d'opinions relatif aux charges d'exploitation est fortement dégradé, mais les soldes relatifs à la trésorerie et aux délais de paiement s'améliorent toujours. Les anticipations d'investissement sont orientées à la hausse. 53,3 % des entreprises appartenant à ce secteur déclarent réaliser un chiffre d'affaires supérieur ou égal à celui du 1^{er} trimestre 2021 et 57,1 % anticipent un chiffre d'affaires stable ou en progression pour l'année 2022.

¹ Ils illustrent respectivement l'évolution des petits chantiers et des grands chantiers.

La conjoncture régionale et internationale

L'ÉCONOMIE DES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES PEINE À SE REDRESSER

Selon les nouvelles estimations de la Commission Économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la croissance de la région devrait atteindre +1,8 % en 2022, soit une prévision de croissance à la baisse par rapport à celle annoncée en début d'année (+2,1 %). Dans le détail, la CEPALC prévoit, pour 2022, une croissance de +1,5 % pour l'Amérique du Sud, +2,3 % pour l'Amérique centrale et le Mexique et +4,7 % pour les Caraïbes (hors Guyana).

En effet, suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les tensions inflationnistes se sont amplifiées et la volatilité des prix ainsi que les coûts financiers ont augmenté. Le taux d'inflation annuel dans la région est estimé à 7,5 % en mars 2022 et plusieurs banques centrales de la région anticipent que l'inflation restera élevée pour le reste de l'année. Alors que le taux annuel moyen atteint déjà 8 % dans cinq grands pays (Brésil, Mexique, Chili, Colombie et Pérou), le coût élevé des matières premières est susceptible d'accélérer considérablement l'inflation au sein de la région, selon le FMI. L'augmentation des prix du pétrole touche également les importateurs d'Amérique centrale et des Caraïbes.

En raison de l'accélération de l'inflation, les politiques monétaires des banques centrales de la région sont devenues plus restrictives. La plupart d'entre elles ont augmenté leurs taux directeurs de manière significative (10,8 % au Brésil, 5,8 % au Paraguay, 3,5 % au Pérou en février 2022 contre 2,0 %, 0,8 % et 0,3 % en février 2021). Ces taux sont, pour la plupart, semblables à ceux observés en 2017.

S'agissant du marché du travail, des signes de reprise lente et incomplète sont apparus. Toutefois, la CEPALC estime qu'en 2022, la combinaison d'une hausse du taux d'activité et d'un ralentissement de la création d'emplois pèsera sur le taux de chômage.

En parallèle, selon le rapport d'avril 2022 de la Banque mondiale, les dégâts liés au climat ont entraîné un recul de 1,7 % du PIB annuel de la région au cours des deux dernières décennies. D'ici 2030, l'extrême pauvreté pourrait concerner jusqu'à 5,8 millions de personnes de la zone. Avec la baisse du rendement des récoltes dans presque tous les pays, l'agriculture sera fortement impactée et la stabilité de la production énergétique pourrait être compromise par les changements du cycle hydrologique.

Sources : Banque Mondiale, CEPALC « Repercussions in Latin America and the Caribbean of the war in Ukraine: how should the region face this new crisis ?, 2022 », FMI.

LA DYNAMIQUE DE REPRISE EST AFFAIBLIE PAR L'ACCROISSEMENT DES INCERTITUDES

Selon les estimations publiées par le FMI en avril 2022, le PIB mondial a progressé de 6,1 % en 2021. Les ruptures d'approvisionnement et la dégradation de la situation sanitaire dans plusieurs pays ont finalement eu un impact modéré sur la croissance mondiale. Pour 2022, le FMI table sur une augmentation du PIB mondial de 3,6 %, soit un rythme nettement inférieur à ce qui avait été anticipé six mois plus tôt (-1,3 point). Cette révision est en particulier liée à la guerre en Ukraine qui a des répercussions économiques importantes à l'échelle mondiale, notamment sur le niveau des prix de l'énergie et de certaines denrées alimentaires.

Aux États-Unis, le PIB s'est contracté de 0,4 % au premier trimestre 2022, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,7 % au quatrième trimestre 2021. Alors que la consommation des ménages et l'investissement continuent de progresser sur le trimestre, le recul du PIB s'explique par le déstockage opéré par les entreprises, la réduction des dépenses publiques et surtout la nette augmentation du déficit commercial, liée notamment aux importations de pétrole. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 3,7 % sur l'ensemble de l'année.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,6 % au premier trimestre 2021 après une hausse de 0,2 % au trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des exportations alors que la consommation des ménages recule, grevée par une inflation qui s'est élevée à 7,4 % à fin mars dans la zone euro. Le taux de chômage continue quant à lui de baisser, pour s'établir à 6,8 % à fin mars, contre 8,2 % un an plus tôt. Sur l'ensemble de l'année, le PIB pourrait croître de 2,8 % selon le FMI.

D'après l'Insee, le PIB de la France a reculé de 0,2 % au premier trimestre 2022 après une croissance de 0,4 % au trimestre précédent. Cette contraction s'explique principalement par la nette baisse de la consommation des ménages (-1,5 %) tandis que l'investissement des entreprises progresse de 0,6 %. La hausse des exportations (+1,2 %) est quant à elle supérieure à celle des importations (+0,5 %). Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France progresserait de 3,4 % dans le scénario conventionnel et de 2,8 % dans le scénario dégradé sur l'ensemble de l'année 2022.

Au Japon, le PIB a baissé de 0,1 % au premier trimestre 2022 après une augmentation de 1,0 % au quatrième trimestre 2021. Ce recul provient essentiellement d'une hausse du déficit commercial alors que la demande intérieure a progressé de 0,2 %, tirée par l'investissement privé. Pour l'ensemble de l'année 2022, le FMI anticipe une croissance du PIB de 2,4 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,8 % en 2022. Obérée par les restrictions sanitaires strictes, la croissance chinoise serait limitée à 4,4 % tandis que la Russie, dans le contexte de la crise en Ukraine, enregistrerait un recul sensible de son PIB (-8,5 %). À l'inverse, la croissance devrait demeurer soutenue en Inde (+8,2 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 15 juin 2022.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : **F. MAR-PICART** — Responsable de la rédaction : **N. GOBALRAJA**
Rédaction : **E. ROUSSINEAU** — Éditeur et imprimeur : IEDOM